



**Grand-Duché de Luxembourg**  
**Ministère d'Etat**

**Bulletin**  
**de**  
**documentation**

**3/1977**

**Service Information et Presse**  
**Luxembourg - 10, boulevard Roosevelt**

## Interview de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, sur les antennes de la télévision française

Dans la série des émissions « Questionnaire » diffusées par la télévision française TF 1 le 3 avril 1977 sous le titre « Les inquiétudes d'un Européen », Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois et Ministre des Affaires Etrangères, a répondu aux questions de Monsieur Jean-Louis Servan-Schreiber.

Nous reproduisons ci-après, à titre de documentation, le texte intégral de cette interview sur les antennes de la télévision française :

### Les inquiétudes d'un Européen

M. Servan-Schreiber

La session parlementaire qui s'ouvre devra trancher le débat : faut-il élire le Parlement européen au suffrage universel ? Les gaullistes et les communistes sont contre, les socialistes et les giscardiens sont pour. Voilà une polémique qui risque fort de rappeler celle des médecins de Molière au chevet du malade, car la Communauté Européenne ne va guère. La crise a accentué les égoïsmes de chaque pays et chaque chef d'Etat a trop de soucis chez lui pour pousser à la construction européenne, sauf, peut-être, Gaston Thorn, Président et aussi Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement luxembourgeois.

Quand on dirige un pays qui a le même nombre d'habitants que Toulouse et des frontières communes avec la France, l'Allemagne et la Belgique, n'est-on pas nécessairement européen ? Mais Gaston Thorn l'est aussi par conviction personnelle. La preuve : après avoir, comme parlementaire, puis ministre, puis chef de gouvernement, vécu les difficultés du Marché Commun depuis sa création, soit presque vingt ans, il y croit encore. Son expérience concrète est aussi grande que sa réputation de franc-parler.

C'est pourquoi, ce soir, dégagé des passions un peu numbrilistes des politiciens français, il peut nous apporter un diagnostic réaliste sur l'état de l'Europe.

Gaston Thorn, l'Europe, a écrit récemment Raymond Aron, comme un titre de son ouvrage, est « décadente », selon lui. Est-ce que c'est votre avis ?

M. Gaston Thorn

Décadente, c'est beaucoup dire. Ça fait des siècles, d'ailleurs, qu'on le dit. Je dirai : l'idée de la Communauté Européenne ne fait plus de progrès sur le terrain depuis pas mal d'années, je dirai même, pour être un peu plus précis, depuis l'élargissement aux trois nouveaux membres.

M. Servan-Schreiber

Mais j'ai l'impression que, quand Raymond Aron parle de l'Europe, ce n'est pas seulement la Communauté Européenne, mais c'est un problème de fond, parce que cette Communauté Européenne, elle est faite d'Européens, c'est-à-dire de cette culture, de cette civilisation et, décadente, ça voudrait dire qu'elle n'a plus foi en elle-même, qu'elle ne croit plus à sa civilisation, à son importance dans le monde.

M. Gaston Thorn

On a l'impression qu'elle n'a plus de message à transmettre, comme vous le disiez tout à l'heure, qu'elle ne croit plus en elle-même, et qu'elle ne voit pas le rôle qui devrait être le sien demain. Et c'est ainsi que je pense au terme dont vous vous êtes servi tout à l'heure de « numbriliste » : je pense que toute l'Europe est un peu numbriliste et ne voit pas sa situation et sa mission dans le monde de ce dernier quart de siècle.

M. Servan-Schreiber

Et alors sa situation et sa mission — puisque vous avez là-dessus des convictions personnelles marquées et fortes — ça aurait dû être quoi ?

M. Gaston Thorn

Eh bien, après avoir cessé de gouverner le monde à l'époque de l'après-colonialisme, cette Europe, qu'elle soit celle des Six, qu'elle soit des Neuf ou, demain, des Onze peut-être, ne se rend pas encore compte que, pour les Chinois, pour tous les Asiatiques d'ailleurs, pour les Arabes, pour les Africains, pour les Latino-Américains, Français, Allemands, Néerlandais, Belges et que sais-je encore, nous sommes des Européens et ils attendent l'Europe. Quand

vous leur parlez aux Nations Unies, quand vous leur parlez ailleurs, quand on parle des problèmes d'énergie, des problèmes de défense, ils disent : « Et vous, les Européens, que faites-vous ? » A quoi nous répondons : « Mais nous, Français, nous pensons. Et les Allemands devraient faire ceci, les Anglais devraient faire cela. » On oublie que, avec 250 millions d'habitants, la Communauté actuelle ne fait pas 5% de la population du monde. On pense que les deux super-grands dirigent le monde. Ils le dirigent en fait, mais pourquoi ? Parce que les Européens, dont les Arabes, dont les Africains, dont les Asiatiques attendent peut-être un rôle de troisième force, ne sont pas prêts à assumer cette charge.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, des Européens, qui étaient un petit peu dédaigneux, à certaines époques, des difficultés qu'avaient certaines tribus ou certains pays sous-développés à s'entendre, vus du point de vue de tous ces pays-là, ne se conduisent pas de manière plus constructive et ressemblent un petit peu à des tribus en guerre ?

M. Gaston Thorn

Hélas, vous avez raison. Après 48, surtout à l'époque du plan Schuman, entre 52 et 58, vraiment nous donnions une certaine espérance de force future et c'est là où, peut-être, le titre d'Aron est justifié : aujourd'hui, c'est une querelle comme dans la Rome du bas-empire.

M. Servan-Schreiber

Mais votre conception de l'Europe : c'est très important comme question parce que, comme vous le savez, en France les gens se disent européens, mais chacun a sa manière d'être européen. La vôtre, c'est quoi ? Ce serait une Europe fédérale ? Une Europe politiquement unitaire ? En imaginant le problème résolu, qu'est-ce que vous souhaitez encore ?

M. Gaston Thorn

Vous savez, je crois qu'on a perdu trop de temps sur cette querelle de mots et aussi même de conception, en disant « Europe Fédérale », ou « Europe Confédérale ». Nous avons perdu des années parce que, peut-être, nous autres, maximalistes disons du Bénélux, pour lesquels c'était plus simple de se noyer, de se dissoudre dans l'Europe, nous voulions aller trop vite et peut-être trop loin. Mais nous nous sommes rattrapés et aujourd'hui, je crois, les Européens de nos neuf pays seraient prêts à passer, comme je l'ai dit une fois, par l'époque des fiançailles avant d'arriver au mariage. Enfin, qu'on commence. Même si on ne faisait qu'un premier petit pas, c'est-à-dire l'Europe Confédérale, au moins qu'on commence par cela. Mais, en ce moment, on aurait plutôt l'impression qu'on fait un retour en arrière et qu'on en arrive à la coopération inter-gouvernementale et qu'en matière économique on se contente d'avoir un certain marché.

D'ailleurs, est-ce que ce n'est pas un peu surprenant que certains d'entre nous parlent de l'Europe, parlent encore d'une Europe intégrée, d'autres par-

lent de Communauté, et certains comme, hélas, nos amis britanniques, quand ils parlent de cet ensemble, disent « the market » : pour eux, ce n'est qu'un marché.

M. Servan-Schreiber

Ce n'est qu'un marché. Quand vous regardez sur les vingt ans que vous avez vécus, à quel moment pensez-vous que cela aurait pu devenir autre chose ? Parce qu'il fallait que ça commence par être un marché. Il était bien entendu que c'était à partir de cette base que les choses pourraient commencer à se construire.

M. Gaston Thorn

Oh ! mon Dieu, on a manqué tellement d'occasions qu'il est difficile de donner une date de référence, mais peut-être qu'un des points cruciaux, sinon le grand point crucial, c'était après la guerre d'Algérie, quand le général de Gaulle, d'une part, voulait l'Europe européenne mais que, à mon sentiment, s'est joué un drame : à savoir que les gaullistes de l'époque n'ont pas vu que c'était leur chance de prendre un peu la tête d'une Europe, même si elle n'avait été que confédérale à l'époque. Ce n'étaient pas, dans cette Communauté des Six, les Allemands qui revendiquaient le leader-ship à l'époque, ce n'était certainement aucun des pays du Bénélux qui pouvait l'assumer, ce n'était déjà pas l'Italie qui était à même de prendre la tête, c'eût été tout logiquement une Communauté entraînée par les Français qui, d'ailleurs, avaient lancé l'idée de cette Communauté. C'est regrettable qu'à l'époque, pour des raisons diverses, et à la suite de certains malentendus, cela ne se soit pas fait : c'est à ce moment-là qu'ont commencé les dissensions sur l'adhésion possible de l'Angleterre et sur un tas d'autres choses.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, de Gaulle a eu un rôle central positif et négatif, parce que, au moment où il est arrivé au pouvoir — qui coïncidait avec l'époque où le Marché Commun devait entrer en fonction —, il y a quand même eu une grande peur européenne que l'arrivée de cet homme qui avait la réputation d'être nationaliste bloque purement et simplement l'Europe; il semble qu'on ait été surpris qu'il ait dit oui mais pour se limiter, au fond, à ce que les Anglais appellent Market.

M. Gaston Thorn

Exactement. Aujourd'hui, pratiquement, tout le monde serait heureux de réaliser et de transporter dans les faits les idées que de Gaulle a énoncées à certains moments d'une Europe européenne, d'une Europe parlant une voix, s'appuyant sur ses amis atlantiques, mais ayant une certaine autonomie. Mais, hélas, pourquoi ne l'a-t-on pas réalisé ?

M. Servan-Schreiber

Pourquoi ne l'a-t-on pas réalisé ? Est-ce que ce n'est pas un petit peu injuste de mettre le poids uniquement sur de Gaulle qui, certainement, a amorcé ou, peut-être, a donné bonne conscience à d'autres nationalistes ?

M. Gaston Thorn

Exactement, je suis de votre avis. Je crois que, souvent, de Gaulle — aujourd'hui, d'autres personnes, d'ailleurs — donne un alibi à tous ceux qui ne veulent ou qui ne peuvent rien faire ou qui se sentent incapables de faire quelque chose. Ce serait faux de voir, dans l'échec relatif européen, la responsabilité exclusive, à cette époque, de tel homme politique, et, à telle autre époque, de tel autre. Je crois que nous sommes tous — je dis bien tous — plus ou moins coupables, voire complices.

M. Servan-Schreiber

Alors, l'échec européen, qu'est-ce que c'est ? Parce que l'Europe existe. Elle fonctionne dans une certaine mesure. D'ailleurs, on le voit bien avec les innombrables discussions, au cours d'une année, qui ont lieu à Bruxelles à propos de tel ou tel crédit, de telle ou telle répartition. Ce Marché Commun, ce n'est que cela, mais est-ce que ce n'est pas déjà cela ?

M. Gaston Thorn

C'est déjà cela. C'est un marché plus ou moins commun — encore qu'il y a des ombres à ce tableau; c'est une union douanière, certes; c'est même, dans une certaine mesure, une union économique, il y a certaines politiques communes, mais il n'y a plus de nouvelles options qui se dégagent suffisamment rapidement. Ces défis qu'on nous pose dans le domaine énergétique et dans beaucoup de domaines, dans le domaine économique, en ce moment dans le domaine de la monnaie, nous n'avons pas su les relever comme Communauté.

M. Servan-Schreiber

Alors, expliquez-nous peut-être un petit peu comment ça fonctionne. Parce que vous êtes dans une position privilégiée. Vous êtes un acteur, vous êtes dans les Conseils, vous avez été dans le Conseil des Ministres, dans le Parlement, dans ce fameux super-Conseil qui a été institué par Giscard et que, je crois, on appelle, par opposition au Conseil des Ministres, le Conseil Européen.

M. Gaston Thorn

C'est cela.

M. Servan-Schreiber

Donc, il y a, au fond, actuellement, quatre étages dans le fonctionnement de l'Europe.

- Il y a le Conseil Européen : ce sont tous les chefs d'Etat ou de Gouvernement qui se réunissent,
- Le Conseil des Ministres, à Bruxelles,
- La Commission, actuellement présidée par un Anglais,
- Et puis le Parlement.

Pouvez-vous nous expliquer le fonctionnement de chaque organisme ? Par exemple, ce Conseil Européen, dont un exemple vient d'avoir lieu à Rome : quel est le déroulement d'une séance de ce genre et à quoi ça sert ?

M. Gaston Thorn

Vous savez qu'au niveau du Conseil des Ministres, d'ailleurs, ne se réunissent pas seulement les Ministres. Votre énumération de tout à l'heure pourrait prêter à malentendu : Conseil des Ministres d'une part, Commission d'autre part; quand le Conseil se réunit, la Commission est toujours présente. Au fond, il y a, en ce moment, dix participants : les neuf Gouvernements plus la Commission qui se réunissent en Conseil pour décider des problèmes communautaires. Comme, hélas, depuis pas mal de temps, sur les problèmes essentiels, il faut décider à l'unanimité, nous avons vu que, depuis un certain nombre d'années, on n'arrivait pas à débloquer les situations, à prendre les décisions qui s'imposaient. L'opinion publique en a conçu beaucoup de déceptions et c'est ce qui a donné l'idée au président Giscard d'Estaing, à l'époque, de dire : « Puisque les Ministres, les Ministres techniques, les Ministres du ressort — parce qu'il n'y a pas que les Ministres des Affaires Étrangères, parfois ce sont les Ministres de l'Agriculture ou de l'Énergie qui se réunissent — ne peuvent pas ou n'ont pas les compétences nécessaires pour débloquer cette situation, il faut que les Premiers Ministres, les chefs d'Etat ou de Gouvernement retroussent leurs manches et prennent des décisions en cas de besoin et dégagent les grandes options. »

Et c'est ainsi qu'on a commencé avec le Conseil Européen qui, hélas, comme le Président de la République l'a remarqué lui-même à La Haye, n'a pas donné les résultats qu'on espérait. Pourquoi ? Il est arrivé ceci : que les Ministres qui n'arrivaient pas à se mettre d'accord à l'unanimité n'ont plus poussé à la roue, avec toute la conviction, avec toute l'énergie qu'il fallait; mais, chaque fois qu'un problème se posait, se disant que les Premiers Ministres allaient se réunir dans les trois mois, ils renvoyaient le problème vers le haut. C'est-à-dire que le Conseil des Ministres, qui avait déjà des difficultés, travaille encore moins bien, soit qu'il renvoie vers le bas au niveau des experts, soit vers le haut au niveau du Conseil Européen. Or, un Conseil des chefs d'Etat ou de Gouvernement où nous sommes neuf plus la Commission, dix, où sont assis autour d'une table pas seulement les chefs d'Etat ou de Gouvernement, mais encore les Ministres des Affaires Étrangères, cela fait déjà presque un petit Parlement. Alors, si la réunion n'est pas préparée, si on ne se voit qu'une demi-douzaine d'heures, on risque de perdre son temps avec des tours de table qui ne débouchent sur rien de concret.

Voilà pourquoi nous pensons tous qu'il faut revoir le problème et demander à tous ces chefs d'Etat et de Gouvernement peut-être, d'une part, de se voir, pour un tiers de leurs réunions, sans ordre du jour, de parler des problèmes d'actualité, de dire quelles grandes options il faudrait prendre au cours des prochains mois; pour un deuxième tiers de leurs travaux, de fixer un calendrier, de dire : « Qu'attendons nous de nos Ministres de l'Énergie pour le mois prochain ? De nos Ministres de l'Agriculture dans deux mois ? » Et seulement, pour des cas tout à fait exceptionnels, de prendre éventuellement les décisions qu'au niveau du Conseil on n'aura pas prises. Il ne faut pas se sub-

stituer au travail de la Commission, il ne faut pas se substituer au travail du Conseil, tel que les traités de Rome l'ont prévu.

M. Servan-Schreiber

Tel que vous le décrivez, ça a l'air d'être simplement un bon aménagement du temps de réunion, avec un calendrier un peu précis et de bonnes résolutions prises en commun sur le respect de ce calendrier de discussion. Alors, pourquoi est-ce que cela ne se passe pas comme cela ?

M. Gaston Thorn

Oh ! vous savez, il y a beaucoup de raisons à cela. C'est triste de dire, mais, par exemple, après vingt ans, on a encore des difficultés ne fût-ce que pour établir, par exemple, un calendrier. Vous savez qu'en France le Conseil des Ministres est le mercredi, dans les trois pays du Bénélux, c'est le vendredi, dans d'autres pays c'est le jeudi. N'est-il pas triste que, pour des gens dont certains vivent maintenant en communauté depuis vingt ans, on n'a pas encore réussi ce que j'ai essayé, ce que le Président Pompidou a essayé après, de dire : « Mais, dans cette Communauté, ayons nos Conseils de Cabinet le même jour de la semaine. » Au lieu de se trouver dans la situation de dire : « Est-ce qu'on se voit jeudi ? » L'un dit : « Ah non, moi je ne peux pas, le mercredi. » L'autre dit : « Moi, je ne peux pas. » Comme si on était à la première rencontre de passage ou du hasard.

Voilà un certain nombre de problèmes d'organisation. Mais, pour le reste, le problème fondamental c'est que, contrairement à ce qu'avaient prévu les rédacteurs du Traité, les grandes options nous ne sommes prêts, à ce stade, à les prendre qu'à l'unanimité. Unanimité entre neuf Gouvernements et la Commission, entre des socialistes, des démocrates-chrétiens, des libéraux, des conservateurs, que sais-je, ce n'est pas facile. Je crois qu'on ne fait des progrès en politique que s'il y a une majorité qui décide. Et je crois que le vote majoritaire est essentiel.

M. Servan-Schreiber

Par Gouvernement ?

M. Gaston Thorn

Au niveau du Conseil, je crois à une majorité qualifiée, pas à une majorité simple.

M. Servan-Schreiber

Mais ça voudrait dire, par exemple, que la voix d'un petit pays a autant de poids que la voix d'un pays de 60 millions d'habitants ?

M. Gaston Thorn

Non. Il y aura une certaine pondération qui est, d'ailleurs, prévue dans les traités. Je ne dis pas que ce soit absolument « one man, one vote », comme on dit, c'est-à-dire que le Luxembourg n'a exactement de voix qu'en proportion de sa population. Mais il y a une certaine pondération. Disons que la France vaut quatre fois plus, cinq fois plus, six fois plus.

Là-dessus, on pourrait même revoir les traités, mais il y a des pondérations prévues et il faut des majorités qualifiées : on pourrait en imaginer de deux tiers sur certains points, de trois quarts sur d'autres.

M. Servan-Schreiber

Ce Conseil est un petit peu fascinant dans la mesure où il réunit les têtes, et je crois qu'il y a des problèmes dans la mesure où, finalement, ces têtes ne sont pas toutes de même niveau de décision, puisqu'il y a des Présidents de la République, des chefs de Gouvernement, et ils ne peuvent pas décider les mêmes choses.

M. Gaston Thorn

C'est le problème. C'est ce qui a amené, par exemple, l'élargissement de ce Conseil Européen. Monsieur le Président Giscard d'Estaing avait prévu simplement une réunion de chefs d'Etat — lui — et chefs de Gouvernement — les huit autres. A cela se sont opposés certains dont mon propre pays. Pourquoi ? Parce que, d'après la Constitution française, le Président de la République peut décider et engager son gouvernement dans toutes les matières qui relèvent du domaine de la compétence des Communautés; il n'en va pas de même chez moi, il n'en va pas de même aux Pays-Bas, et dans d'autres pays où vous avez un gouvernement de coalition, où souvent le chef de Gouvernement appartient à tel parti alors que le Ministre des Affaires Etrangères appartient à tel autre. Je vous donne un exemple, aux Pays-Bas, la Chambre a décidé ou, pardon, c'est la base de la Constitution : le responsable, à la Chambre, pour les affaires européennes, c'est le Ministre des Affaires Etrangères, pas le Premier Ministre. Donc, ce n'est pas une réunion du Conseil Européen à laquelle assisterait M. Den Uyl qui donnerait satisfaction à la Chambre néerlandaise; il a fallu son Ministre des Affaires Etrangères. En Allemagne, vous avez une coalition socialiste libérale : M. Schmidt seul ne peut pas engager le Gouvernement.

Vous avez d'autres chefs de Gouvernement, dans certains Etats, qui sont vraiment les chefs de leur Gouvernement, mais qui n'ont pas une connaissance ou une compétence particulière en matière étrangère. Et il faut tenir compte de toutes ces particularités et c'est ce qui nous complique la vie. D'ailleurs aussi au niveau du Conseil des Ministres où nous ne réunissons plus que Ministres des Affaires Etrangères; nous n'avons plus à la table les Ministres compétents pour décider; ils viennent un peu comme des mandataires de leur Gouvernement disant : « En matière agricole, voilà ce que souhaite mon Gouvernement. » Et puis on fait le tour de table. Tel autre dit : « Moi, je ne veux pas, je veux quelque chose de différent. » Et on se dit : « Maintenant, il faut bouger, il faut débloquent, il faut que quelqu'un fasse des concessions. » Or, hélas, la plupart du temps, ces gens qui sont là, ces Ministres des Affaires Etrangères, sont des chefs de file dans ce domaine, mais n'ont pas le pouvoir, n'ont pas la compétence, pour débloquent en matière agricole, en matière énergétique et autre. Et c'est ainsi que l'Europe stagne.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, pour prendre des exemples concrets, si vous avez en face le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, vous venez de dire que lui a une marge de responsabilité puisqu'il est responsable directement devant le Parlement, et le Ministre des Affaires Etrangères français qui, lui, au fond, exécute les instructions qui lui sont données, en matière de politique étrangère, par l'Elysée, il y en a un qui ne peut absolument pas bouger de sa position — c'est le Français — et l'autre qui a une marge de manœuvre, mais ça ne lui sert pas à grand'chose, puisqu'il n'y a pas de négociation.

M. Gaston Thorn

C'est ce qui m'avait amené, à un certain moment, par exemple, à proposer au Président Pompidou, qui s'interrogeait là-dessus aussi et qui pensait qu'il fallait donc réunir au Conseil des Ministres des Secrétaires d'Etat Européens — mais cela ne change pas le problème constitutionnel luxembourgeois ou néerlandais que nous venons de décrire — à penser que ce qu'il faut c'est, à une table, quelqu'un — qu'il soit ambassadeur envoyé par l'Elysée, qu'il soit Secrétaire d'Etat, qu'il soit Ministre, qu'il soit peut-être Vice-Premier Ministre dans d'autres Gouvernements — qui, sur la base de la Constitution de son pays, et conformément au mandat donné par son Gouvernement, a le pouvoir de débloquent la situation. Que fait le nom, il faut le pouvoir.

M. Servan-Schreiber

A travers tout ce que vous venez de nous expliquer depuis quelques minutes, on se rend compte que le progrès européen c'est d'abord des changements dans chaque pays, que ce soit une harmonisation des dates des Conseils de Cabinet, ou même d'élections, puisque j'imagine que, sur neuf pays, il y en a toujours un qui est à trois mois de ses élections et qui n'ose prendre de décisions politiques différentes, et puis même de fonctionnement constitutionnel. Autrement dit, est-ce qu'il est concevable de faire un rapprochement européen sans qu'il y ait d'abord une volonté interne de chaque pays de faire cette harmonisation ? Et on voit mal comment ils peuvent y parvenir en ce moment.

M. Gaston Thorn

Tout ce que nous venons de dire ressemble un peu à des recettes de cuisine mais ce n'est pas que cela, l'Europe. Il faut d'abord la volonté politique que vous venez de mentionner, mais il faudrait, par ailleurs, trancher toutes ces questions qui traînent sur la table depuis pas mal d'années, et c'est ce que mon collègue, M. Tindemans, s'est efforcé de faire. Hélas, chaque fois que quelqu'un fait des propositions pour dire comment on peut faire avancer l'Europe, on dit : « Oui, l'Europe c'est pour demain », mais ce n'est jamais pour aujourd'hui. Voyez-vous, ce qui me déçoit dans le sort qu'on a réservé au rapport Tindemans, ce n'est pas tellement de ne pas avoir approuvé les propositions de M. Tindemans, mais c'est de ne pas en avoir discuté à fond, quitte à les avoir remplacés, éventuellement, par d'autres solutions.

Nous fêtons les vingt années de la Conférence de Messine. Mais il nous faudrait des conférences de ce type. On ne peut pas dire : « Nous sommes tous les neuf d'accord pour faire l'Europe, pour progresser tous ensemble », alors que nous ne sommes mêmes pas d'accord pour dire quelle doit être cette Europe, quel est l'horizon 80, quel est l'horizon 90. Nous avons peur de nous mettre autour d'une table et de fixer le plan de cette maison commune que nous voulons habiter à neuf ou à onze.

Si on n'a pas le courage au moins d'étaler ses désaccords et ses accords, ce n'est pas possible. On donne l'impression de neuf qui se donnent la main et qui se disent résolument : « Nous avançons quelque part, mais nous ne savons pas où. »

M. Servan-Schreiber

C'est comme à l'Opéra. « Marchons, marchons. »

M. Gaston Thorn

A peu près.

M. Servan-Schreiber

Mais le rapport Tindemans, qui était donc destiné à proposer des solutions générales, vous dites qu'il n'a pas été discuté. Cela nous intéresse d'avoir votre point de vue puisque vous avez vu le problème dans plusieurs pays d'Europe. En France, il a été un peu traité par le mépris, c'est-à-dire que les gens ont dit ou « Nous sommes résolument contre », si ce sont des gaullistes orthodoxes ou des communistes, ou : « Ce n'est pas réaliste parce que ça ne tient pas compte des réalités. » Mais est-ce que ça a été la même chose, à votre connaissance, en Allemagne, en Angleterre ou en Italie ? Est-ce qu'il est, de la même manière, un petit peu tombé rapidement dans les oubliettes ?

M. Gaston Thorn

Disons qu'il a connu beaucoup de critiques, il faut être honnête, essentiellement dans les grands pays : en France, en Angleterre, bien sûr, en Allemagne aussi. Je crois que, grosso modo, on pourrait dire qu'il a eu essentiellement le soutien des pays du Bénélux et de l'Irlande, aussi du Danemark et de l'Italie.

Maintenant, on s'est trop attaqué, précisément, aux solutions préconisées par M. Tindemans. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre. Le grand mérite de M. Tindemans, c'est d'avoir fait l'analyse des difficultés, d'avoir dit : « Voilà les difficultés, voilà pourquoi l'Europe ne marche pas, voilà les questions auxquelles il faut fournir une réponse ou donner une solution. » Il en a proposé une. On peut ne pas être d'accord avec cette solution, mais ce n'est pas une raison pour laisser la question ouverte.

M. Servan-Schreiber

Une petite question pratique, toujours sur l'atmosphère de fonctionnement de vos institutions européennes. Quand vous êtes réunis en commission de chefs de gouvernement ou de chefs d'Etat, vous travaillez dans quelle langue ?

M. Gaston Thorn

C'est là encore une des grandes difficultés. Nous avons les différentes langues de la Communauté : le français, l'allemand, l'italien, l'anglais, le danois, le néerlandais. Ce n'est pas mal. Au fond, nous avons plus de langues officielles dans la Communauté européenne qu'on en a aux Nations Unies.

M. Servan-Schreiber

Où il n'y en a que deux qui sont l'anglais et le français ?

M. Gaston Thorn

C'est ça. Mais plusieurs langues de travail, il faut le reconnaître. Et je crois que c'est un des exemples symptomatiques. Si demain nous acceptons la Grèce, après-demain que sais-je, le Portugal ou l'Espagne, est-ce qu'on peut s'imaginer travailler dans un Conseil comme un Conseil de Cabinet non seulement en parlant sept langues — ce serait magnifique si tout le monde parlait les sept — mais avec, chaque fois, présents autour de la table, nécessairement, tous ces interprètes et traducteurs ? C'est comme si vous étiez dans un Parlement; on ne travaille plus comme dans un Conseil de Gouvernement. La discrétion des interprètes n'est pas en cause, mais cela bloque notre travail.

Un exemple : pour prendre une décision, il faut se pencher sur un papier rédigé dans toutes les langues officielles de la Communauté, ce qui vous amène, si, au cours d'une négociation, vous apportez des modifications, à dire, pour une petite modification de texte, si quelqu'un le demande : « Attention, il faut que j'attende la traduction officielle en danois, en anglais, dans toutes les langues de la Communauté, pour voir si cela correspond à ma façon de voir. » Je ne vous surprendrai pas en disant que ce n'est pas ainsi qu'on crée une communauté d'idées, ce n'est pas ainsi qu'on travaille comme un gouvernement européen.

Et voilà une des solutions à apporter à ces problèmes. Et on le voit car, au Conseil Européen, il y a plus d'intimité et il y a même une meilleure entente, pratiquement, lorsqu'on se parle hors des réunions, c'est-à-dire à table.

M. Servan-Schreiber

Là, vous parlez spontanément dans quelle langue ? En français, en anglais, en allemand ?

M. Gaston Thorn

Cela dépend. Le Président Giscard d'Estaing, pour se faire comprendre de M. Schmidt et d'autres, fait un effort en parlant anglais. D'autres disent, par exemple, à notre collègue italien : « Parlez français. » Et un autre chef de Gouvernement, ou un autre Ministre des Affaires Etrangères, demande le traducteur.

M. Servan-Schreiber

Mais vous arrivez à vous comprendre ?

M. Gaston Thorn

On arrive à se comprendre.

M. Servan-Schreiber

Donc, c'est le problème, encore une fois, de principes institutionnels qui est insoluble. Parce qu'on voit mal, effectivement, quel pays européen accepterait de céder sa langue au profit des autres et pourquoi choisirait-on plutôt le français, l'anglais ou l'allemand, en prenant les trois langues majeures.

M. Gaston Thorn

On pourrait se l'imaginer et je crois que nous ne pourrions plus continuer ainsi, surtout pas dans une Communauté à onze, à douze, que sais-je, avec toutes les langues; il faudra se résoudre à choisir deux langues principales.

M. Servan-Schreiber

L'Europe a beau être malade, il y a quand même des signes de vie, ne serait-ce que par les projets qu'elle a. Il y a deux principales échéances devant elles qui sont l'élection du Parlement au suffrage universel l'année prochaine et, également, l'élargissement éventuel de la Communauté. Sur l'élection du Parlement européen qui va agiter beaucoup l'opinion française ces temps-ci, surtout que c'est une pomme de discorde facile dans une atmosphère politique qui est particulièrement incertaine maintenant en France jusqu'à nos prochaines élections, on a le sentiment qu'on en fait une question de principe et que ce serait un drame, aux yeux de certains, que de voir le Parlement élu au suffrage universel. A votre avis, pourquoi ? Quelles sont les craintes que l'on peut avoir sur son fonctionnement ?

M. Gaston Thorn

Comprenez-moi bien, je suis soucieux de ne pas m'immiscer dans les affaires intérieures françaises. Or ici, pour répondre tant soit peu honnêtement à votre question, je dois quand même m'interroger et me demander dans quelle mesure le problème qu'on fait de ces élections en France, on ne le fait pas pour des raisons de politique interne et pas seulement pour des raisons européennes. Point, à la ligne, je ne veux pas insister autrement là-dessus.

M. Servan-Schreiber

Comme beaucoup d'autres choses ?

M. Gaston Thorn

Comme beaucoup d'autres choses et comme cela peut arriver chez moi aussi, en Allemagne aussi, où souvent, hélas, on s'empare d'un problème européen pour des raisons de querelles internes entre opposition et majorité nationales. Parce que, vraiment, je n'arrive pas à concevoir comment certains sont tellement agités et tellement braqués sur ces élections européennes. Au fond, ces élections européennes, les rédacteurs du traité les avaient envisagées il y a vingt ans et quand je suis entré au Parlement Européen, en 58, on en parlait déjà et on disait : « Ces élections, c'est pour quand ? C'est pour dans un an, dans deux ans, dans trois ans ? » Que ce soit M. Debré, qui est ici une des têtes de file, ou que n'importe quel autre, tout le monde en parlait déjà il y

a vingt ans. Bon. Alors, qu'on ait voulu repousser ça les cinq premières années, qu'après dix ans on ait dit : « Attendons l'entrée de l'Angleterre et, éventuellement, d'autres. » Mais enfin, cette Europe — que nous sommes d'accord à faire, peut-être lentement, pas par pas — comment peut-on voir là quelque chose de révolutionnaire si, vingt ans après, on passe enfin à des élections pour un Parlement Européen, qui n'a, d'ailleurs, pas grand pouvoir, alors que cela était prévu dès le début de notre Communauté ?

Pourquoi ces élections ? Eh bien, tout simplement pour une question d'équilibre de pouvoirs. Cette Europe, que tout le monde ne demande qu'à réaliser, est entre les mains de la Commission — certains ont dit de technocrates apatrides — ou alors de Gouvernements qui doivent décider à l'unanimité.

M. Servan-Schreiber

Et qui peuvent changer chacun au fur et à mesure des changements de politique interne.

M. Gaston Thorn

Qui peuvent changer et qui ne sont pratiquement responsables devant personne car chacun peut se retrancher derrière cet anonymat, voire cette unanimité et dire : « Moi, j'aurais bien voulu, mais comme il n'y avait pas d'unanimité, on n'a rien pu faire. » Des pouvoirs ont échappé à beaucoup de Parlements nationaux, mais n'ont pas été recueillis par un Parlement européen. Alors, comment pouvons-nous prétendre qu'en Europe nous faisons une Communauté d'après le système de la démocratie parlementaire alors que ce Gouvernement européen ou cet Exécutif européen n'a, en face de lui, aucun Parlement européen ? Il faut bien commencer par un embryon ! Ce n'est pas demain que ce Parlement européen renversera un Gouvernement européen qui, d'ailleurs, n'existe pas encore, mais il faut quand même commencer à faire appel à l'opinion populaire, il faut que les Européens puissent élire des politiciens européens.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, vous dites qu'actuellement l'Europe est des Gouvernements puisque ce sont uniquement des responsables gouvernementaux et que ces mêmes Gouvernements, dans la plupart des pays d'Europe, sont ou minoritaires ou représentants d'à peine plus de la moitié de leur pays. Donc, en réalité, les citoyens européens qui ne sont pas d'accord avec leur propre gouvernement n'ont même pas voix au chapitre au niveau des institutions ?

M. Gaston Thorn

C'est cela. Et puis n'oublions pas autre chose : On critique beaucoup — je n'accepte pas cette critique — que l'Europe soit une Europe des lobbies, une Europe des multinationales, des grands intérêts industriels ; voire, certains lui reprochent d'être une Europe livrée à des ententes syndicales.

Si on veut éviter cela, de grâce que, dans nos démocraties parlementaires, qu'on se souvienne de ce

qui est essentiel, c'est-à-dire une représentation populaire et qu'on l'élimine aussi rapidement que possible.

M. Servan-Schreiber

Mais il y a aussi un risque : c'est que, peut-être on envisage la désignation de candidats qui seraient un peu des candidats de partis, sur des listes nationales, ce qui fait qu'à l'Europe des Gouvernements on risque de substituer l'Europe des partis et pas tellement des citoyens.

M. Gaston Thorn

Je ne sais pas si ce serait une mauvaise chose si, ainsi, à travers les frontières, il y avait, demain, une unité de vues entre conservateurs, Européens libéraux, Européens socialistes. Au moins, on penserait dans des catégories européennes et plus seulement dans des catégories nationales.

M. Servan-Schreiber

Mais c'est ça qui terrorise Michel Debré. C'est son problème !

M. Gaston Thorn

Je ne partage pas ces craintes-là !

M. Servan-Schreiber

Mais en ce qui concerne le fonctionnement, actuellement. Les pouvoirs, vous l'avez dit tout à l'heure, du Parlement ne seraient pas changés par le système de l'élection ?

M. Gaston Thorn

Non.

M. Servan-Schreiber

Ils sont assez proches de nuls.

M. Gaston Thorn

Ces pouvoirs, certainement, ne sont pas grands mais, voyez-vous, c'est le cercle vicieux. On a toujours dit : « On ne donne pas de pouvoirs au Parlement parce que ce Parlement n'est pas élu, ce Parlement n'a pas de légitimité démocratique, ces Messieurs n'ont été élus par personne, alors comment peut-on leur donner des pouvoirs ? » Et quand on veut les élire, on dit : « Attention, non, ils n'ont pas de pouvoirs. » Par où commence-t-on ? Donc, commençons maintenant comme l'a prévu le traité, par des élections et puis, si le parlementarisme est vraiment encore vivace dans nos esprits et dans nos peuples, je suis sûr — cela déplaîra peut-être à certains qui m'écoutent — que, demain, il aura aussi des pouvoirs. C'est ainsi que cela a commencé au niveau des différentes nations, c'est ainsi que cela se passera, je l'espère, au niveau européen et ce n'est pas la dernière des raisons pour lesquelles je milite en faveur de l'élection.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, vous donnez raison, en le disant franchement, aux adversaires de cette élection, parce que ce que disent les communistes et les gaullistes

c'est : « Même s'il n'a pas de pouvoirs aujourd'hui, une fois que vous lui aurez donné une légitimité populaire, il en demandera et il sera très difficile de lui en refuser. » Et vous qui êtes pour, vous dites : « Oui, c'est bien ce que j'espère. »

M. Gaston Thorn

C'est bien ce que j'espère.

M. Servan-Schreiber

Donc, la querelle a au moins un fondement. Il est peut-être un petit peu éthéré, mais ce n'est pas absurde.

M. Gaston Thorn

De toute façon, nous devons décider ensemble de donner ces pouvoirs. Alors, je ne vois pas où est la crainte. Et puis j'ose demander à ceux qui ont cette crainte que vous venez de décrire : que veulent-ils ? Est-ce qu'ils veulent une Europe européenne ? Est-ce qu'ils veulent cette Europe européenne démocratique, en reconnaissant le pluralisme, en reconnaissant les pouvoirs d'un Parlement ? Ou est-ce qu'ils pensent que, ad aeternum, nous pouvons faire l'Europe par la voie d'une coopération intergouvernementale décidant à l'unanimité ?

M. Servan-Schreiber

Des débats qui ont lieu en France, on a l'impression que c'est un débat général en Europe. Est-ce qu'à votre connaissance, cette tension qu'il y a autour de cette élection du Parlement Européen, qui rappelle un tout petit peu, dans une certaine mesure, les problèmes de la C.E.D. qui ont été funestes à Mendès-France il y a un peu plus de vingt ans, est la même en Allemagne, en Angleterre, dans le Bénélux ? Autrement dit, est-ce que c'est admis beaucoup plus facilement qu'en France ou est-ce que c'est aussi une pomme de discorde ?

M. Gaston Thorn

Dans ma réponse, je devrai être un peu plus nuancé. En général, vous n'avez pas les mêmes discussions qu'en France; il n'y a qu'en Angleterre où c'est aussi une grande pomme de discorde et un gros problème pour le gouvernement de M. Callaghan qui aura probablement des difficultés — du moins le dit-il — pour faire passer la loi menant aux élections directes. Je crois que ce sont les deux seuls pays où il y a de grosses difficultés. Bien sûr, par voie de déduction ou de conséquence, cela pose des problèmes en Italie où le parti communiste est très fort : c'est le problème de l'euro-communisme que je ne veux pas aborder maintenant. Mais disons qu'en Allemagne, en Irlande, au Danemark, et dans les pays du Bénélux, et même en Italie, on n'a pas ce débat passionnel comme on l'a en France pour ou contre les élections; on considère que cela est acquis, on ne comprend pas pourquoi on hésite si longuement.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, comme depuis vingt ans, les pays où la religion européenne continue à provoquer justement des guerres de religion, c'est bien la France et l'Angleterre ?

M. Gaston Thorn

Je crois, oui.

M. Servan-Schreiber

A propos de la présence de l'Angleterre depuis quelques années, c'est-à-dire l'élargissement à neuf de la Communauté des Six, je crois que vous étiez de ceux qui en étaient partisans et qui souhaitaient que, pour que l'Europe devienne forte, elle s'adjoigne en particulier l'Angleterre, c'est-à-dire les pays forts de l'Europe. Est-ce que le bilan, au bout de trois ans, n'est pas un peu incertain sur les avantages de cet élargissement ?

M. Gaston Thorn

Pour commencer par la fin, ma réponse à la dernière partie de votre question est hélas affirmative. Maintenant, il faut replacer les choses dans leur contexte et voir pourquoi nous avons milité, je ne dirai pas pour l'élargissement mais pour des négociations avec la Grande-Bretagne. En partant de l'idée des rédacteurs du Traité et de tous ceux qui ont conçu l'Europe communautaire, il faut bien dire qu'on l'a conçue ouverte à tous les pays démocratiques. Or, rappelez-vous l'appel de Zurich de Churchill, rappelez-vous l'appel de Schuman : à l'époque, en 51, 52, on espérait que l'Angleterre allait dire oui. A l'époque, elle a dit non. Donc, ce n'était que partie remise et il fallait toujours être disponible pour les laisser adhérer si tel était leur bon vouloir.

Ce qui compromettrait la situation en Europe, c'est qu'on dise : « On le fera sans l'Angleterre, tout simplement parce qu'ils ont d'autres conceptions, parce qu'ils ne nous plaisent pas, parce qu'ils ne nous paraissent pas mûrs. » Nous, Bénéluxiens et surtout Luxembourgeois, nous avons milité pour une attitude ouverte de négociation afin de voir si l'Angleterre pouvait remplir les conditions. Trop longtemps on a dit non, et le jour où on a ouvert les négociations, pratiquement on a peut-être un peu hâtivement dit oui à n'importe quel prix. Mais nous étions heureux de voir l'Angleterre, l'Irlande et le Danemark adhérer; nous le sommes encore aujourd'hui.

Ce que nous regrettons c'est que, une fois élargie, cette Communauté n'ait pas été approfondie et renforcée comme, à l'époque, certains Français le souhaitaient. Rappelez-vous quand il y avait le triptyque où on disait : « Approfondissement, renforcement, élargissement ». De nos jours, on a l'impression que, devant l'absence d'une volonté politique, l'absence d'une imagination européenne, on distribue des cartes de membres, on élargit le club, et on se donne ainsi l'illusion qu'on a fait quelque chose pour l'Europe. Ce n'est pas suffisant.

M. Servan-Schreiber

Il y avait beaucoup de gens en Angleterre qui pensaient qu'il fallait effectivement que l'Angleterre se joigne à l'Europe parce que c'était, au fond, le meilleur moyen de l'empêcher d'aller trop loin. C'est un peu ce qui s'est passé.

M. Gaston Thorn

Il y en a certains qui le font pour cela et j'espère que tout le monde en est conscient. Je pense cependant que c'est une minorité. Et il ne faut pas, aujourd'hui, faire endosser toute la responsabilité de notre stagnation aux Britanniques comme on l'a fait à certaines époques en rendant responsables de toutes nos petites misères les Français. Si les huit autres pays veulent empêcher cela, ils en ont le pouvoir. Mais, alors, qu'ils le fassent.

M. Servan-Schreiber

Vous faites donc un bilan mitigé sur ce qui s'est passé puisque le fait que la Communauté ait un petit peu rendu flexibles ses règles et son fonctionnement pour s'adapter aux problèmes spécifiques de la Grande-Bretagne l'a inévitablement un petit peu diluée dans une certaine mesure.

Nous sommes à la veille d'un pas supplémentaire puisque vous disiez qu'effectivement l'idéal démocratique de la Communauté Européenne demandait à ce qu'on puisse admettre des gouvernements démocratiques. Et voilà que l'Europe du Sud devient démocratique en très peu de temps, ce qui est un phénomène sans précédent. Pour la première fois, on peut dire que la totalité des pays de l'Europe de l'Ouest sont soumis à des pays démocratiques : la Grèce, le Portugal et l'Espagne. On a l'impression qu'il y a, là, un nouveau pas en avant et que, pour des raisons sinon économiques du moins de solidarité politique, on va les admettre. Est-ce que c'est votre sentiment ?

M. Gaston Thorn

Oui, c'est mon sentiment. Je n'ai pas caché tout à l'heure que je craignais, bien sûr, une certaine dilution de la Communauté, que je voulais la voir renforcée même au risque de rester un peu moins nombreux. Maintenant, face à ces problèmes posés par les demandes d'adhésion de la Grèce demain, celle du Portugal, après-demain, celle de l'Espagne, je veux être très clair. Comme vous le rappeliez tout à l'heure, c'est la première fois que des pays, qui avaient cessé d'être démocratiques ou qui avaient mis la démocratie entre parenthèses, comme on disait en Grèce, sont revenus à des régimes de démocratie. Nous serions vraiment des hommes politiques irresponsables si, devant ce phénomène, nous hésitions et si nous ne tendions pas la main à ces gens qui nous disent, et qui ont pu le prouver, que si, vraiment, ils ne sont pas reçus dans le sein des nations démocratiques d'Europe occidentale, ils risquent de connaître de nouveaux avatars et leurs régimes sont menacés. Donc, nous nous devons, politiquement, comme puissances occidentales, nous, les Neuf, de les accueillir.

Mais pour cela, nous devons être assez imaginatifs pour trouver les solutions qui permettent d'accueillir ces nations sans diluer la Communauté. Il faut trouver des formules de transition, il faut avoir l'imagination qu'avait Jean Monnet quand ils ont rédigé le premier traité, l'adapter éventuellement. Mais il faut éviter de faire l'Europe à la carte, de dire oui, et parce que cela arrange certains, de dire : « Pour le moment, nous mettons en veilleuse tel aspect de la politique européenne, nous faisons tel ou tel pas en

arrière. » Je crois que ce serait grave si on allait dans cette voie.

D'ailleurs, mes conversations avec M. Soares, avec M. Suarez, et avec M. Caramanlis, prouvent qu'ils sont conscients de cette difficulté mais qu'ils ne peuvent se contenter d'une association, qu'il leur faut un oui, mais qu'ils sont prêts, dans l'intérêt d'une Europe politique, à payer un certain prix et à discuter sur les modalités.

M. Servan-Schreiber

Mais là, il y a un risque qui est un petit peu différent de celui de l'intégration des pays de l'Europe du Nord puisque les trois derniers qui ont été intégrés étaient de l'Europe du Nord. C'est que, à part l'Irlande qui est effectivement un pays dont le niveau de vie est plutôt comparable à celui du Portugal qu'à celui de l'Angleterre, c'étaient pour l'Angleterre et le Danemark, des puissances économiques. Il y avait des adaptations agricoles un petit peu compliquées avec l'Angleterre, mais ce n'était pas essentiel. Tandis que là, vraiment, il y a un décalage économique certain. Et donc il y a un paradoxe. Vous dites : « Nous avons une Europe qui est uniquement, au fond, une Communauté économique et qui n'a vraiment de vie politique », et là on va, dans une certaine mesure, mettre la Communauté économique en difficulté pour des raisons qui sont purement politiques et qui sont de dire : « Nous devons être solidaires sur le plan politique. »

M. Gaston Thorn

C'est cela, mais, je pense, certains y auront réfléchi. Je me souviens que c'est la France qui, je crois, a été la première à applaudir à un élargissement vers la Grèce, voire, pour le Gouvernement français, à envisager un élargissement vers l'Espagne. Nous savons aujourd'hui que cela posera des problèmes, surtout dans le secteur agricole, à la France et à l'Italie. Nous voulons bien, nous, les autres pays, qui n'avons pas, dans la même mesure, ces problèmes, aider la France et l'Italie à résoudre ces questions parce que je pense que, maintenant, il faudra suivre le mouvement et nous sommes en pleines négociations avec les Grecs et, demain, avec les autres pays. Il faudra trouver les moyens.

M. Servan-Schreiber

Quand on réfléchit à l'avenir possible de l'Europe, nous avons évoqué deux problèmes qui sont un petit peu institutionnels, inscrits dans le fonctionnement, c'est à dire l'élection du Parlement et la demande d'adhésion des trois nouveaux pays de l'Europe du Sud, mais il y en a aussi qui sont inscrits dans l'actualité et dans la difficulté d'être actuelle qui est commune à l'Europe. Il y a trois scénarios possibles qui peuvent se recouper les uns les autres sur l'évolution de l'Europe, actuellement : l'un que j'appellerai « la tentation protectionniste », c'est-à-dire qui est la conséquence vécue des difficultés et de la crise économique générale ; l'autre qui est « la participation communiste », c'est-à-dire la conséquence vécue des problèmes politiques qui se posent en France et en Italie ; et le troisième, qui est plus positif, qui

serait un espoir de renouveau par l'élection du Parlement.

Comment voyez-vous ces trois possibilités et les risques qu'elles présentent ?

M. Gaston Thorn

Je commencerai par le dernier parce que c'est lui qui m'intéresse le plus : l'élection du Parlement Européen.

M. Servan-Schreiber

Parce que c'est le plus vraisemblable.

M. Gaston Thorn

Parce que c'est le plus vraisemblable, bien que ce ne soit pas encore définitivement acquis. Je pense que c'est le seul moyen de sensibiliser, je ne dirai même pas les électeurs européens, mais les électeurs français, allemands et ceux de tout pays sur les problèmes européens. Il faudra, une fois, qu'ils soient face aux partis, face aux hommes politiques, pour leur dire quelle Europe ils entendent faire. On dit toujours que les citoyens français, les citoyens belges, voudraient telle ou telle Europe : on ne les a jamais consultés là-dessus ou seulement indirectement. Ici, ils sont directement consultés. Pourquoi essayer de trouver un autre moyen de faire l'Europe que le moyen que nous avons tous trouvé, vous et nous, pour faire nos démocraties nationales modernes ?

Je ne me rappelle plus, pour le moment, quels étaient les deux autres.

M. Servan-Schreiber

Mais sur celui-là, ce que j'appellerai à un niveau parlementaire, votre espoir c'est qu'il y aurait une espèce de choc psychologique général dû à l'élection du Parlement qui, d'une manière ou d'une autre, aurait des vagues heureuses et remettrait en mouvement un petit peu le fonctionnement ?

M. Gaston Thorn

Je l'espère. Mais, en toute hypothèse, au moins cela montrera clairement ce que les électeurs français, ce que les électeurs allemands attendent des élections, car il y aura plusieurs candidats pour se présenter devant eux : les uns leur promettant telle Europe, les autres telle autre. Et on verra bien comment nos concitoyens réagiront et cela me paraît essentiel.

M. Servan-Schreiber

Ça, c'est le scénario positif. Dans les scénarios de difficultés, il y a ce que j'appelle « la tentation protectionniste », c'est-à-dire que les tensions de la crise, les divergences de développement des pays amènent des problèmes nouveaux.

M. Gaston Thorn

C'est très grave parce que nous avons une crise économique indéniable mais, si elle n'a pas encore pris l'ampleur de la crise de 1930, c'est entre autres — pas seulement, bien sûr — parce qu'on n'a pas encore versé dans le protectionnisme outrancier, ce

réflexe qu'on avait dans les années 30. Or, il semble se dessiner dans certains pays. Si cela devait se confirmer, par la force des choses c'est la fin du Marché Commun, d'une part et, par ailleurs, cela n'apportera aucun remède à la crise économique, mais cela ne fera que l'approfondir. Et c'est une sérieuse crainte que j'ai.

M. Servan-Schreiber

Deux remarques là-dessus. Vous dites : « Jusqu'à maintenant, ça ne s'est pas produit ». Mais, justement, est-ce que ce n'est pas à mettre au crédit de cette Europe tant décriée que de se dire : s'il n'y avait pas cette nécessité institutionnelle qui existe au niveau du Marché Commun, ça serait peut-être déjà fait depuis longtemps.

M. Gaston Thorn

C'est vraiment l'aspect positif de l'existence de la Communauté Européenne car je crains que, sans cela, peut-être tous nos gouvernements auraient cédé à cette tentation, auraient eu ce réflexe erroné, mais quand même l'auraient-ils eu. Je crois que la Communauté les a préservés de le faire. Hélas, cela n'empêche pas beaucoup de gouvernements, dès maintenant, de faire des entorses au traité.

M. Servan-Schreiber

Au fond, le protectionnisme, ce n'est pas tout ou rien, c'est une série de choses plus ou moins importantes qui finissent par faire une barrière de mesures. Vous dites que le protectionnisme serait la fin de la Communauté. Mais est-ce qu'on ne peut pas imaginer qu'il puisse y avoir des entorses ? Puisque, après tout, on a mis, à certains moments, tel ou tel problème entre parenthèses. Est-ce que l'Italie ou l'Angleterre ne sera pas bien fondée à demander à ce que l'on mette entre parenthèses des choses cruciales et que tout le monde acceptera pour tout simplement éviter que l'on dise que l'Europe est morte.

M. Gaston Thorn

Je crois que c'est une grande différence entre des exceptions consenties pratiquement à l'unanimité pour tel secteur à tel pays et des entorses faites sans consultation et en violation du traité. Nous avons toujours conçu que dans n'importe quel domaine — que ce soit le domaine industriel ou agricole — un pays peut, pour des raisons diverses, avoir un gros problème. L'esprit communautaire veut alors que tout le monde le reconnaisse et fasse un effort pour que ce pays ne soit pas dans des difficultés énormes. Et on peut alors mettre certaines dispositions en veilleuse. Voilà comment je conçois la Communauté. Mais il est absolument inacceptable que, face à certains problèmes, un gouvernement, sans même aller à la table de conférence, sans même consulter les autres pays, sans consulter la Commission, tout simplement agisse à son gré.

M. Servan-Schreiber

Est-ce que vous mettez un haut degré de probabilité à cette éventualité, compte tenu de vos conversations avec vos différents collègues européens ?

Est-ce que vous avez l'impression que c'est un vrai risque et à court terme ?

M. Gaston Thorn

C'est un risque surtout au niveau professionnel, au niveau des secteurs intéressés. Je crois que tous les Gouvernements de la Communauté seront suffisamment raisonnables, sages, voire intelligents, pour savoir que ce serait une mesure suicidaire.

M. Servan-Schreiber

Dernier problème, qui ne dépend pas de l'économie, qui ne dépend pas, en tout cas, du fonctionnement communautaire : c'est la participation éventuelle des communistes au pouvoir, en France peut-être l'année prochaine, et en Italie peut-être à tout moment ou d'une autre manière. Qu'est-ce que ça fait sur l'Europe.

M. Gaston Thorn

C'est la grande inconnue. J'ai entendu, je ne sais plus où exactement, que le communisme ne faisait plus peur.

M. Servan-Schreiber

Parce qu'il est euro.

M. Gaston Thorn

Voilà, j'allais le dire. Précisément parce que, maintenant, on ne parle plus, dans certains de nos pays, de communisme, mais d'euro-communisme. C'est un peu surprenant pour beaucoup d'entre nous qui avons vécu les débuts de l'Europe et qui avons fait tous nos progrès sous la critique, sous le feu des communistes, de voir les communistes connaître, aujourd'hui, dans certains pays, un regain et un regain pourquoi ? Parce qu'ils mettent l'Europe devant leur nom.

Alors, voyez-vous, je crois que, là aussi, les élections européennes et surtout une campagne européenne très franche et très nette devra faire la lumière sur les vraies dispositions des uns et des autres de faire l'Europe et de nous dire quelle Europe ils entendent faire.

M. Servan-Schreiber

Autrement dit, vous ne concevez pas comme nécessairement épouvantable pour le fonctionnement de l'Europe que des gouvernements aient des euro-communistes dans leurs structures ? Autrement dit est-ce que vous croyez Berlinguer et Marchais quand ils disent qu'ils ne sortiraient pas de la Communauté Européenne ?

M. Gaston Thorn

Ce sont deux choses différentes. Personnellement, je ne crois pas à l'euro-communisme, je ne crois qu'à un certain communisme qui, pour des raisons tactiques, se donne un peu plus européen que d'autres. C'est mon opinion, c'est controversé. Voilà mon opinion, vous me l'avez demandée.

Deuxièmement, il se peut qu'un leader communiste, italien par exemple, veuille vraiment une Europe et une Europe indépendante. Reste à savoir si

la volonté de tel ou tel leader communiste réussira demain à s'imposer et sera partagée par tout l'appareil communiste. Sur cela, j'ai un doute. Je ne crois donc pas à l'euro-communisme. Personnellement, je crois que l'entrée des communistes dans des gouvernements européens ne nous facilitera pas la construction de l'Europe. Imaginez seulement les relations entre l'Europe et les Etats-Unis comme nations industrialisées et au sein de l'OTAN : voilà autant de problèmes. Nous avons déjà des difficultés avec les Américains : tantôt on leur reproche de ne pas être assez pour l'Europe et quand ils sont pour l'Europe, on leur dit que l'Europe doit être européenne et non pas agir sur les affaires américaines. Enfin, tous ces problèmes ne seront, à mon sentiment, qu'aggravés par la dimension du pseudo-euro-communisme.

M. Servan-Schreiber

Mais, là aussi, ça dépendra un petit peu des Américains puisqu'on a l'impression que l'administration Carter, à la différence de la stratégie de Kissinger, accepte plus volontiers ou, en tout cas, ne jette pas l'anathème d'avance sur cette participation des communistes. Est-ce que ce n'est pas tout simplement parce qu'elle est réaliste ?

M. Gaston Thorn

Elle est certainement plus réaliste, mais enfin elle est aussi un peu plus moralisatrice par d'autres aspects, et je crois que nous ne devons pas chercher en permanence la solution de nos problèmes soit à Washington, soit à Moscou, soit ailleurs ; elle se trouve dans nos capitales. C'est aux Européens de décider s'ils vont faire l'Europe et nous avons parlé tout à l'heure des alibis qu'on a essayé de trouver à l'intérieur de la Communauté, n'allons pas en chercher non plus à l'extérieur, c'est de nous que dépend notre avenir et c'est en Europe, dans nos neuf pays, qu'il faut manifester, témoigner de la volonté politique de faire l'Europe, et il ne faut pas chercher ailleurs.

M. Servan-Schreiber

Une dernière question, Gaston Thorn. On dit souvent que, de crise en crise, d'anémie en anémie, finalement l'Europe peut mourir. Est-ce que c'est réaliste ? Est-ce que vous ne croyez pas que, dès maintenant, quoiqu'il arrive, compte tenu des intérêts en cause réciproques, nous sommes au delà du point de non retour, et que l'on peut se plaindre, comme vous le faites, de l'insuffisance de progrès ou du mauvais fonctionnement, mais qu'il y a quand même, maintenant, une base acquise, indéracinable ?

M. Gaston Thorn

En principe, je n'aime pas, en politique, le mot de « point de non retour ». Je crois que, tant que l'humanité sera humanité, il n'y aura jamais de point de non retour, c'est toujours le prochain virage à prendre. Mais il est un fait que ce cap du continent euro-asiatique est tellement petit et les Européens jouent un si petit rôle dans le monde que, qu'ils en soient conscients ou non — et c'est là où nous avons commencé — ils sont considérés par le monde entier

comme une communauté. Ils le sont déjà, même s'ils ne s'en rendent pas suffisamment compte. Donc, l'Europe, ça existe. Et on ne connaît pas les vicissitudes par lesquelles nous allons passer, mais je crois que nous ne retournerons plus en arrière au delà d'un certain point. Cela ne veut pas dire que la Communauté s'en sortira à son avantage, elle sera ou bien dominée par les uns ou bien dominée par les autres, il lui appartient d'en faire — peut-on dire cette troisième force — cet élément de progrès que

le monde entier cherche. Ce n'est pas acquis mais je suis optimiste.

Je suis optimiste pourquoi ? Parce que, à mon sentiment, l'Europe est la seule chance d'avenir et pour les Français et pour les Allemands et a fortiori, bien sûr, pour le Luxembourg et pour les petits de cette Europe occidentale.

M. Servan-Schreiber

Je vous remercie, Gaston Thorn.